

A full-length portrait of a middle-aged man with short, dark hair, smiling slightly. He is wearing a grey blazer over a light blue dress shirt and a diagonally striped tie in blue, red, and white. He is standing in front of a large window that looks out onto a blurred landscape of trees and hills. The lighting is soft and even.

« Les jeunes consomment davantage d'eau minérale », constate André Olschewski, directeur du secteur Eau de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux.

« La sécheresse a suscité une réflexion »

Le changement climatique risque de provoquer des pénuries d'eau dans certaines communes suisses. La coopération intercommunale doit dès lors être renforcée, estime André Olschewski, sous-directeur de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE). *Susanne Blank*

M. Olschewski, buvez-vous personnellement de l'eau minérale ?

Je ne bois que de l'eau du robinet. Pour moi, l'eau potable du réseau est nettement meilleure que de l'eau minérale.

L'eau du robinet est-elle « populaire » ?

Nos enquêtes montrent qu'au moins 70 % de la population suisse en boit. Elle obtient de très bonnes notes en matière de qualité, de prix, de disponibilité et d'impact environnemental. Les jeunes consomment cependant aujourd'hui davantage d'eau minérale ou de sodas.

Les étés sont de plus en plus secs. Faut-il se faire du souci pour notre approvisionnement en eau ?

Nous ne manquerons pas d'eau potable dans un proche avenir. Des pénuries pourront toutefois se produire localement en été, sur des sites aux nappes phréatiques limitées et qui ne sont pas reliés à un réseau régional. Ce fut par exemple le cas l'été dernier dans les cantons de Thurgovie et de Zurich. Mais le danger croît aussi dans les Alpes, où les glaciers fondent et où les couches saisonnières de neige diminuent.

Le consommateur souffrira-t-il du manque d'eau ?

Les distributeurs d'eau seront les premiers à le ressentir – les consommateurs moins. Il affectera très vite les agriculteurs qui n'auront plus le droit d'irriguer leurs champs.

Comment la consommation d'eau a-t-elle évolué ces dernières décennies ?

Elle n'a cessé de baisser en termes absolus depuis le milieu des années 1980, malgré la

croissance démographique. La diffusion d'économiseurs d'eau, notamment pour les toilettes, y a grandement contribué. Les changements structurels intervenus dans l'industrie ont aussi joué un rôle, puisque la plupart des secteurs à forte consommation d'eau, comme l'industrie papetière, ont disparu.

L'eau potable est un bien vital. Comment sa qualité est-elle assurée ?

Les distributeurs sont responsables de sa qualité. En tant que fédération pour l'eau potable, nous soutenons nos membres par des formations complètes et des directives spécifiques d'assurance qualité. Chaque distributeur doit aujourd'hui disposer d'un concept d'auto-contrôle pour identifier et évaluer les dangers potentiels et prendre des mesures adéquates. Le service cantonal d'inspection de l'eau potable contrôle régulièrement le concept et les installations.

On utilise également l'eau potable pour éteindre les incendies. N'est-ce pas une aberration ?

L'infrastructure d'approvisionnement en eau potable qui s'est développée au fil du temps vaut aujourd'hui environ 50 milliards de

André Olschewski

André Olschewski est sous-directeur de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE) depuis 2016. Cet ingénieur en génie rural de 54 ans dirige le secteur Eau. La SSIGE représente 577 distributeurs d'eau dans toute la Suisse, couvrant ainsi environ 70 % de la population. Cet organisme faîtier soutient principalement ses membres en élaborant des règles techniques et en offrant de nombreuses formations.

francs. Il serait absurde de mettre en place un système de distribution parallèle pour éteindre les feux. Cela vaut aussi pour les chasses d'eau des toilettes, qui fonctionnent à l'eau potable et absorbent une grande partie de notre consommation quotidienne. Dans le sillage du changement climatique, on utilise par exemple de plus en plus d'eau potable pour arroser les plantes, alors que de l'eau de pluie ferait également l'affaire.

Une personne paie environ 30 centimes par jour pour l'eau potable et 40 centimes pour le traitement des eaux usées. L'incitation à économiser l'eau n'est-elle pas trop faible ?

On n'obtient aucun effet de levier à partir de tarifs aussi faibles. Nous devons donc sensibiliser les consommateurs. Tout le monde devrait savoir que l'eau est un bien précieux qui ne doit pas être gaspillé, surtout en période sèche et pour des activités qui en consomment beaucoup comme le lavage des voitures, l'arrosage des jardins ou le remplissage des piscines.

Les taxes sur l'eau varient d'une région à l'autre : pour quelles raisons ?

L'eau potable provient pour 40 % des eaux souterraines, 40 % des sources et 20 % des lacs. Une commune de montagne disposant d'une source peut retenir l'eau dans un réservoir et la transporter jusqu'à ses clients sans énergie

ni frais supplémentaires.

D'autres communes doivent construire une coûteuse station de pompage. Cela dit, le renouvellement du réseau constitue le plus important

poste de dépenses : 900 millions de francs sont investis chaque année en Suisse pour entretenir l'infrastructure. Les plus grandes disparités tarifaires proviennent des différentes méthodes de calcul des communes.

Certaines d'entre elles mettent-elles trop peu d'argent de côté pour l'entretien ?

En moyenne, elles évaluent correctement ces coûts. Il existe néanmoins des valeurs aberrantes : dans les communes où les redevances sont trop basses, le renouvellement régulier et le développement durable ne sont pas garantis.

Autrement dit, les tuyaux rouillent ?

Les conduites métalliques peuvent être endommagées par la corrosion, qui provoque des fuites d'eau. En Suisse, la perte d'eau atteint dans l'ensemble 13 %.

À qui appartient l'eau ?

Aux cantons. Le lac de Thoune appartient par exemple au canton de Berne. Les cours d'eau souterrains sont également la propriété des cantons, auxquels les communes versent des redevances de concession. Les petites sources qui ne sont pas d'intérêt public restent en main des propriétaires fonciers. L'infrastructure d'approvisionnement appartient quant à elle aux distributeurs d'eau.

En Suisse, l'approvisionnement en eau est organisé à petite échelle. Est-il judicieux que chaque village soit responsable de son approvisionnement ?

Cette structure a des raisons historiques, mais une nouvelle réflexion est en cours : J'ai par exemple récemment animé un atelier sur la planification régionale de l'eau potable en Thurgovie. Initié par le canton, le projet a d'abord rencontré peu de compréhension de la part des communes. Mais la sécheresse de l'an dernier a suscité une réflexion et renforcé la propension à coopérer. Le projet montre que des communes ont suffisamment d'eau pour approvisionner leurs voisines. Il s'agit maintenant de poser des conduites pour relier les systèmes. Le plus souvent, cette opération n'est techniquement pas très compliquée : il suffit de l'autoriser.

Dans quelle mesure les développements technologiques sont-ils déterminants pour ces fusions ?

C'est un moteur. Beaucoup de petites communes manquent de savoir-faire et n'ont pas les moyens d'employer un maître fontainier à plein temps. Il peut alors être intéressant de collaborer avec la commune voisine. Comme fédération pour l'eau potable, nous soutenons activement la professionnalisation de la branche.

Des entreprises privées offrent-elles également ces services ?

« L'eau appartient aux cantons »



Les plus grandes sociétés de distribution appartiennent au secteur public. Le dynamisme de ce secteur est remarquable, surtout en Suisse romande. Il existe aussi des entreprises sanitaires privées qui embauchent des fontainiers et assurent l'approvisionnement en eau. La numérisation fait également travailler les distributeurs externes, plus efficaces que les fournisseurs locaux lorsqu'il s'agit par exemple de lire des compteurs intelligents ou de contrôler des hydrantes et des vannes avec des appareils de mesure numériques. Le revers de la médaille, c'est que plus les communes perdent en savoir-faire, moins elles sont en mesure d'évaluer ce dont elles ont besoin et ce qu'est un prix adéquat.

Y a-t-il beaucoup d'électronique dans les compteurs d'eau et les hydrantes ?

Les compteurs sont de plus en plus numériques. L'électronique gagne également le réseau d'approvisionnement : dans des projets de recherche, des capteurs analysent la qualité de l'eau et peuvent déceler rapidement où se trouvent des impuretés. C'est particulièrement précieux lors

de tempêtes ou d'actes de sabotage : si quelqu'un perce une conduite pour y verser du poison, les capteurs le détectent immédiatement.

L'approvisionnement en eau potable est-il bien protégé contre les cyberattaques ?

Nous avons défini une norme TIC pour les distributeurs d'eau sur la base d'une analyse de vulnérabilité effectuée par la Confédération. Ce n'est pas une fantaisie : dans la commune soleuroise de Lostorf, la foudre a provoqué l'été dernier une panne d'électricité, suivie d'une panne informatique dans l'usine de traitement des eaux usées. Ces effluents se sont écoulés dans l'Aar et ont contaminé le réseau d'eau potable à travers un captage. Lostorf a dû faire bouillir son eau. Il ne s'agit donc pas seulement de repousser les attaques de pirates informatiques, mais aussi de remédier aux défaillances du système. Un investissement ponctuel ne règle pas tout, des mesures de sécurité s'imposent dans la pratique au quotidien. Une seule clé USB utilisée sans précaution peut déjà avoir des conséquences.

Il n'existe pas de « stratégie de l'eau » claire au niveau fédéral. Pourquoi ?

Des propositions existent. Quelqu'un doit maintenant s'occuper de les mettre en œuvre, mais le fédéralisme ralentit le processus. Je pense que ce sont surtout les cantons et les communes qui sont sollicités. Toutefois, l'économie devrait aussi s'intéresser à l'approvisionnement régional en eau de demain. Des programmes d'agglomération existent en matière de transports et d'aménagement du territoire, pourquoi n'y a-t-il pas de programme d'impulsion correspondant pour l'eau ? Nous devons prendre des décisions aujourd'hui afin de disposer de l'infrastructure nécessaire dans 20 ans.

La plus grande partie de l'approvisionnement en eau est en mains publiques. En certains endroits, il est cependant privé. Pourquoi ?

Plusieurs villages ont mis sur pied des corporations dans ce domaine. Ce sont des associations privées qui investissent financièrement dans l'approvisionnement en eau depuis plus de 100 ans. Dans le canton de Saint-Gall, cette forme juridique est par exemple encore répandue aujourd'hui. Mais on trouve aussi des sociétés anonymes : en ville de Zoug, l'eau est distribuée par une entreprise privée.

Les sociétés privées pourraient-elles fournir l'eau plus efficacement ?

Rien ne l'indique. La qualité de l'approvisionnement actuel est très élevée et peu coûteuse – nous ne recevons pratiquement aucune plainte de la part du surveillant des prix. Au demeurant, une privatisation n'aurait guère de sens, car on ne peut pas réaliser des bénéfices et la fourniture d'eau est un monopole naturel.

Il y a des conflits d'usage dans les zones de protection autour des captages près desquels passent des routes et des voies ferrées. Dans quelle mesure est-ce un problème ?

Des infrastructures de transport n'ont pas leur place au cœur de ces zones protégées. Un

accident de la route ou du rail avec dispersion de substances toxiques peut rendre un captage d'eau souterraine inutilisable pendant des années.

Avez-vous un exemple ?

La commune soleuroise de Schönenwerd abritait une ancienne station de pompage : Spitzacker. Lorsque les CFF ont commencé à planifier le tunnel de l'Eppenberg, le canton n'a plus renouvelé la concession, car la ligne ferroviaire entre Olten et Aarau passait sur la station. Or, il n'existe aucun autre site adéquat pour un captage d'eau à Schönenwerd. Une solution a entre-temps été trouvée avec les communes voisines. Oensingen offre un autre exemple : la teneur en nitrates de l'eau y est trop élevée et le seul site possible est une prairie, sur laquelle un transformateur de viande a également des vues. Il s'agit donc à présent de choisir l'affectation souhaitée. Les municipalités doivent absolument verrouiller leur approvisionnement en eau potable dans les zones adéquates à un stade précoce de leur planification territoriale.

«Une privatisation n'aurait guère de sens»

Le consommateur n'aime guère entendre parler de teneur en nitrates trop élevée. Quel est le danger des engrais et des pesticides ?

Lorsque les captages ne sont pas suffisamment protégés, les nitrates provenant d'engrais et de produits phytosanitaires peuvent être entraînés par ruissellement vers la nappe phréatique sur de longues distances et pénétrer dans le réseau. Les nitrates et les pesticides sont indésirables dans l'eau potable. Certains captages ont ainsi dû être fermés. Il faut interdire ou au moins restreindre fortement l'utilisation de pesticides et d'engrais à proximité des puits.

Entretien: Susanne Blank, corédactrice en chef.